



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor



A.C.C.E.N.T.S DES ETATS-UNIS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL POUR LES ETATS-UNIS

AGRICULTURE, COMMERCE, CLIMAT, ENERGIE, NUMERIQUE, TRANSPORT, SANTE...

N° 2022-14 du 24 juin 2022

SOMMAIRE

Commerce et sanctions

1. Auditionnée au Sénat, Katherine Tai confirme que le Président Biden examine actuellement une évolution des droits de douane additionnels visant la Chine
2. L'industrie pharmaceutique américaine critique l'accord à l'OMC sur la levée des droits de propriété intellectuelle pour les vaccins contre la Covid-19
3. Un groupe bipartisan de sénateurs dépose une proposition de loi en faveur de la conclusion d'un accord de libre-échange avec Taïwan

Climat – énergie – environnement

4. Au Major Economies Forum sur le climat et l'énergie, les Etats-Unis cherchent à fédérer autour de leurs initiatives
5. Le Président Biden appelle le Congrès à suspendre la taxe fédérale sur l'essence et le diesel pour 3 mois

Numérique et innovation

6. Nomination d'Arati Prabhakar à la tête de l'OSTP en remplacement d'Eric Lander
7. Des révélations sur TikTok entraînent une forte réaction de la part d'élus républicains dans le contexte de la migration des données des utilisateurs américains vers les serveurs d'Oracle
8. Le projet de loi sur la protection des données personnelles reçoit un vote positif en comité à la Chambre, mais est bloqué par des sénateurs influents

Santé

9. Meta est attaqué en justice pour avoir violé la protection des données de Santé

[Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, ici.](#)

Commerce et sanctions

1. Auditionnée au Sénat, Katherine Tai confirme que le Président Biden examine actuellement une évolution des droits de douane additionnels visant la Chine

A l'occasion d'une audition le 22 juin devant le Sénat, la Représentante américaine au commerce Katherine Tai a [réaffirmé](#) les trois priorités de l'administration américaine en matière de politique commerciale: i) la mise en œuvre et le respect («*enforcement*») des accords commerciaux; ii) le réalignement de la relation sino-américaine; et iii) le renforcement des liens avec les partenaires et alliés des Etats Unis.

Katherine Tai également a indiqué que l'évolution des droits additionnels visant la Chine était actuellement examinée par le président Biden. Soulignant que ces droits étaient de son point de vue un important levier dans la relation avec la Chine, elle a néanmoins affirmé la nécessité de faire évoluer ce levier pour renforcer la compétitivité américaine, tout en soulignant que la capacité des instruments de politique commerciale à répondre à l'inflation était limitée.

Lors de cette audition, le sénateur démocrate Joe Machin (Virginie occidentale) a par ailleurs indiqué qu'il soutenait la mise en place d'un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières, qui constituerait selon lui un outil permettant de garantir un «*level playing field*» face à la Chine.

2. L'industrie pharmaceutique américaine critique l'accord à l'OMC sur la levée des droits de propriété intellectuelle pour les vaccins contre la Covid-19

L'accord obtenu lors de la 12^e conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (MC12) concernant la levée des droits de propriété intellectuelle pour les vaccins contre la Covid-19 a reçu un accueil mitigé aux Etats-Unis.

L'industrie pharmaceutique, par la [voix](#) de la US Chamber, qui a toujours été opposée à une telle dérogation, estime que les droits de propriété intellectuelle ne sont pas un obstacle à la production de vaccins, mettant davantage en avant les problèmes liés aux chaînes de valeur et à la pénurie de main d'œuvre qualifiée.

Les partisans d'une dérogation [critiquent](#) quant à eux le manque d'ambition de l'accord obtenu lors de la MC12, qui ne va finalement pas aussi loin que la proposition initiale de l'Afrique du Sud et de l'Inde.

3. Un groupe bipartisan de sénateurs dépose une proposition de loi en faveur de la conclusion d'un accord de libre-échange avec Taïwan

Les sénateurs Bob Menendez (démocrate, président de la commission des affaires étrangères) et Lindsey Graham (républicain) ont [déposé](#) le 21 juin une proposition de loi intitulée «*Taiwan Policy Act of 2022*» enjoignant l'Administration à lancer des discussions dans le but de parvenir à un accord de libre-échange avec Taïwan.

Selon les sénateurs, le Département du commerce (DoC) et le bureau de la représentante américaine au commerce (USTR) devraient également s'efforcer d'inclure Taïwan dans les négociations du cadre économique pour l'Indopacifique, officiellement initiées par le Président Biden le 23 mai lors de sa visite au Japon

Brèves

- La loi *Uyghur Forced Labor Prevention Act*, adoptée par le Congrès en décembre 2021, est entrée en vigueur le 21 juin 2022. Cette loi pose une présomption réfragable de recours au travail forcé pour tous les biens produits dans la région du Xinjiang et interdit sur ce fondement l'importation de ces produits aux Etats-Unis.
- A l'occasion d'une allocution devant la fédération des banques des Emirats Arabes Unis le 22 juin, le Secrétaire adjoint au Trésor Wally Adeyemo [a appelé](#) les établissements financiers émiratis à la «vigilance» et à «lutter de façon proactive» contre les tentatives de contournement des sanctions américaines contre la Russie.
- Dans un communiqué conjoint [publié](#) le 21 juin, la présidente démocrate de la Chambre des représentants Nancy Pelosi et le leader de la majorité démocrate au Sénat Chuck Schumer ont réaffirmé leur volonté que la loi visant à renforcer la compétitivité des Etats-Unis face à la Chine, actuellement en cours de discussions entre les deux chambres, soit adoptée par le Congrès en juillet.

Climat- Energie - Environnement

4. Au Major Economies Forum sur le climat et l'énergie, les Etats-Unis cherchent à fédérer autour de leurs initiatives

A l'occasion Forum des économies majeures sur l'énergie et le climat tenu le 17 juin, le président des Etats-Unis [a défendu](#) auprès des partenaires présents une liste d'actions destinées à renforcer l'action climatique en préparation de la prochaine COP 27, tout en répondant aux préoccupations urgentes en matière de sécurité énergétique et alimentaire découlant de l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Les Etats-Unis ont cherché à [mobiliser le soutien des partenaires autour de 5 domaines jugés clés](#) : accélérer la vente de véhicules zéro émission, réduire les émissions de méthane du secteur pétrolier et gazier, soutenir des projets de démonstration de technologies de l'énergie propre, rendre le transport maritime international plus écologique et renforcer la sécurité alimentaire dans le cadre du Défi mondial sur les engrais.

5. Le Président Biden appelle le Congrès à suspendre la taxe fédérale sur l'essence et le diesel pour 3 mois

Au cours d'une [allocution le 22 juin](#), le président Biden a appelé le Congrès à [suspendre la taxe fédérale appliquée à l'essence et au diesel pendant 90 jours](#). Ces carburants sont taxés respectivement à hauteur de 18 et 24 cents, soit de l'ordre de 0,05€ par litre. La mesure – dont le coût est estimé à \$10Md – vise à diminuer les prix à la pompe au cours de l'été, saison pendant laquelle la consommation de carburants est habituellement plus forte. Le président Biden souhaiterait que la suspension temporaire de la taxe ne se fasse pas au détriment du fonds *Highway Trust Fund* abondé par cette taxe et finançant les transports en commun et certaines autoroutes. Le déficit budgétaire s'étant réduit cette année, d'autres ressources pourraient être affectées à ce fonds selon la Maison Blanche. Le président Biden appelle également chaque Etat à prendre des mesures en faveur de la demande, soit par la suspension des taxes locales soit par un soutien aux consommateurs.

Brèves

- L'U.S. EIA a relevé la semaine dernière des [prix moyens à la pompe encore croissants](#), atteignant de nouveaux records. Celui de l'essence a dépassé les 5\$/gallon (environ 1.26 €/litre), en augmentation de 63% sur un an.
- La Secrétaire d'état à l'énergie a insisté sur la place prépondérante que doit avoir le captage et le stockage du carbone (CCS) dans la transition énergétique à l'occasion d'[un forum dédié à cette technologie](#). Déployer les énergies propres demeure la priorité de l'administration, mais serait insuffisant pour décarboner l'économie américaine rapidement et à un coût raisonnable selon elle. D'où le nécessaire développement du CCS. Son déploiement permettrait au pays de conserver des infrastructures clés liées aux énergies fossiles, en limitant leur impact climatique et environnemental et contribuant, progressivement, à la réduction des carburants fossiles et à la neutralité carbone.
- La [National Climate Task Force se réunissait](#) cette semaine et a pointé trois points d'attention pour l'administration : protéger la population des vagues de chaleur extrêmes, accroître la résilience des logements aux conséquences du réchauffement climatique, et réduire la facture énergétique des foyers américains.
- La [Maison Blanche communique](#) que le groupe de travail EU-UE sur la sécurité énergétique européenne, notamment coprésidé côté américain par Amos Hochstein - conseiller principal pour la sécurité énergétique –, et en présence de Melanie Nakagawa - conseillère spéciale sur le climat et l'énergie, s'est réuni cette semaine. Le groupe a annoncé que des mesures communes concrètes seront prises prochainement pour diminuer la dépendance européenne aux combustibles fossiles russes : efficacité énergétique et déploiement accru d'énergies renouvelables et de nouvelles technologies.

Numérique et Innovation

6. Nomination d'Arati Prabhakar à la tête de l'OSTP en remplacement d'Eric Lander

Le 21 juin, le président Biden a [annoncé](#) son intention de nommer Arati Prabhakar au poste de directeur du Bureau de la politique scientifique et technologique (OSTP) de la Maison Blanche, et une fois confirmé à ce poste, également en tant qu'assistant du président pour la science et la technologie. À ce titre, A. Prabhakar sera la conseillère en chef du président pour la science et la technologie, coprésidente du Conseil des conseillers du président pour la science et la technologie et membre du cabinet du président. A. Prabhakar avait dirigé l'Institut national des normes et de la technologie (NIST), première femme à occuper ce poste. Elle a ensuite été directrice du *Defense Advanced Research Projects Agency* (DARPA). Sa nomination est présentée par la Maison Blanche comme historique, A. Prabhakar étant la première femme, immigrante ou personne de couleur nommée pour occuper le poste de directrice de l'OSTP. Entre ses rôles de leadership fédéral, A. Prabhakar a passé 15 ans dans la Silicon Valley, en tant que dirigeante d'entreprise et en tant que capital-risqueur.

7. Des révélations sur TikTok entraînent une forte réaction de la part d'élus républicains dans le contexte de la migration des données des utilisateurs américains vers les serveurs d'Oracle

Le 17 juin, la plus haute gradée républicaine du comité sur l'énergie et le commerce de la Chambre, la Représentante Cathy McMorris Rodgers (R-WA), a [exigé](#) que TikTok soit tenu responsable d'avoir sciemment autorisé le Parti communiste chinois à accéder aux données des utilisateurs américains, affirmant que « si l'entreprise continue de refuser de comparaître devant le Comité, nous serons alors contraints d'envisager de les contraindre à témoigner ». Le sénateur Ben Sasse, républicain également, a tenu des [propos similaires](#). De même, le sénateur Steve Daines et un groupe de 5 autres sénateurs républicains ont, dans une [lettre](#), demandé des réponses au PDG de TikTok sur leurs pratiques de désinformation en Russie, en particulier sur les raisons pour lesquelles TikTok se plierait aux pressions du Kremlin et empêcherait les

utilisateurs russes de voir tout contenu autre que les médias russes approuvés par l'État. Ces déclarations font suite à un [article d'investigation](#) du même jour selon lequel les employés de ByteDance, maison mère de TikTok, accédaient fréquemment à des données non publiques sur les utilisateurs américains, notamment les numéros de téléphone et les anniversaires, dans un contexte où la loi chinoise autorise Pékin à accéder à toutes les données stockées sur des serveurs à l'intérieur du pays. Concomitamment, le 17 juin, TikTok [annonçait](#) avoir modifié l'emplacement de stockage par défaut des données des utilisateurs américains, assurant que 100 % du trafic des utilisateurs américains est désormais acheminé vers *Oracle Cloud Infrastructure*, bien que TikTok continue d'utiliser ses centres de données aux États-Unis et à Singapour pour la sauvegarde de ces données. TikTok a cependant assuré qu'elle prévoyait de supprimer les données privées des utilisateurs américains de ses propres centres de données et de basculer entièrement vers les serveurs cloud Oracle situés aux États-Unis. TikTok a également annoncé des changements opérationnels, avec un nouveau département basé aux États-Unis pour gérer uniquement les données des utilisateurs américains de TikTok.

8. Le projet de loi sur la protection des données personnelles reçoit un vote positif en comité à la Chambre, mais est bloqué par des sénateurs influents

Le 23 juin, le sous-comité sur la protection des consommateurs et du commerce de la Chambre a avancé l'*American Data Privacy and Protection Act*, un projet de loi bipartisan sur la confidentialité des données des consommateurs, le plus ambitieux projet de loi fédéral sur la protection des données personnelles avancé depuis des décennies au Congrès. Cependant, les deux sénateurs démocrates les plus influents sur ce sujet restent opposés au texte, affirmant que ce projet de loi, notamment soutenu par le PDG de Google, ne suffit pas pour protéger la vie privée des utilisateurs. Le projet de loi limite la quantité de données que les entreprises peuvent collecter et permet aux utilisateurs de poursuivre des entreprises en justice pour violation de leur vie privée quatre ans après sa promulgation. Le 22 juin, la présidente du comité sénatorial sur le commerce, Maria Cantwell (D-Wash.), a déclaré « qu'il n'y a aucun moyen » qu'elle soutienne le projet de loi au Sénat car il présente selon elle « des lacunes majeures » et n'offrait pas

de protections suffisamment solides pour les enfants.

Brèves

- Le 21 juin, le ministère de la Justice a [annoncé](#) qu'il avait obtenu un accord de règlement à l'amiable dans lequel Meta Platforms reconnaît s'être livrée à des publicités discriminatoires en violation du *Fair Housing Act*. L'accord proposé résout une action en justice déposée devant le tribunal fédéral du district sud de New York alléguant que le système de publicité immobilière de Meta discrimine les utilisateurs de Facebook en fonction de leur race, couleur, religion, sexe, handicap, statut familial et origine nationale. Le règlement ne prendra effet qu'après avoir été approuvé par le tribunal.
- Le 21 juin, les sénateurs Ron Wyden (D-Ore.) et Mazie Hirono (D-Hawaii), ainsi que la Représentante Sara Jacobs (D-Calif) ont introduit le « [My Body, My Data Act](#) », un projet de loi qui créerait une nouvelle norme fédérale pour protéger les données personnelles sur la santé reproductive, appliquée par la Federal Trade Commission (FTC). En minimisant les données personnelles sur la santé reproductive qui sont recueillies et conservées, le projet de loi empêcherait que ces informations soient divulguées ou utilisées à mauvais escient.
- Le 21 juin, le [Metaverse Standards Forum](#) a été lancé. Il rassemble des organisations et des entreprises de premier plan, dont Microsoft, Meta, et Epic Games, pour une coopération à l'échelle de l'industrie sur les normes d'interopérabilité nécessaires à la construction du métaverse ouvert. Le Forum explorera où le manque d'interopérabilité freine le déploiement du métaverse et comment le travail des organismes d'élaboration de normes peut être coordonné et accéléré.
- Le 21 juin, Microsoft a [publié](#) une nouvelle version de sa norme d'IA responsable, un cadre pour guider la façon dont l'entreprise construit ses systèmes d'IA.
- Le 21 juin, le conseil d'administration de Twitter a recommandé à l'unanimité que les actionnaires de la société votent pour approuver sa vente à Elon Musk, selon un [dossier](#) déposé à la SEC.
- Le 21 juin, la représentante Lori Trahan (D-Mass.) ainsi que plusieurs démocrates de la Chambre ont envoyé une [lettre](#) au président Biden l'exhortant à utiliser le prochain sommet des dirigeants du G-7 pour donner la priorité à la collaboration internationale sur la responsabilité des médias sociaux afin de lutter contre la désinformation en ligne, l'extrémisme, la haine et le harcèlement.
- Le 17 juin, dans une [lettre](#), 13 sénateurs et 8 représentants démocrates ont demandé à Sundar Pichai, PDG d'Alphabet, d'examiner les résultats de recherche et les publicités liées aux « fausses cliniques » anti-avortement. La lettre s'appuie sur un [rapport](#) du *Center for Countering Digital Hate* qui a montré que dans 13 États dotés de lois qui interdiraient l'avortement si *Roe v. Wade* était annulé par la Cour Suprême, les recherches de « pilule d'avortement » ou de « clinique d'avortement près de chez moi » ont montré des cliniques qui ne fournissaient pas ces services 11 % du temps.
- Le 16 juin, la Federal Trade Commission a publié un [rapport](#) à destination du Congrès mettant en garde contre l'utilisation de l'intelligence artificielle (IA) pour lutter contre les problèmes en ligne et exhortant les décideurs politiques à faire preuve d'une « grande prudence » avant de s'y fier comme solution politique. Selon la FTC, l'utilisation de l'IA, en particulier par les grandes plateformes technologiques et d'autres entreprises, s'accompagne de limitations et de problèmes qui lui sont propres. Le rapport souligne les préoccupations importantes selon lesquelles les outils d'IA peuvent être inexacts, biaisés et discriminatoires de par leur conception et inciter à s'appuyer sur des formes de surveillance commerciale de plus en plus invasives.
- Le 16 juin, dans une [lettre](#) adressée à la secrétaire au Commerce Gina Raimondo, le sénateur Ed Markey (D-MA), ainsi que les sénateurs Elizabeth Warren (D-MA) et Bernie Sanders (I-VT), ont exigé que le Department of Commerce élabore une stratégie pour exiger un port de charge commun sur tous les appareils mobiles, appelant à suivre l'exemple de l'Union européenne.

Santé

9. Meta est attaqué en justice pour avoir violé la protection des données de Santé

La société Meta est [poursuivie](#) en justice par des patients qui ont déposé une demande auprès de la Cour de Californie pour avoir violé la *Electronic Communications Privacy Act* et la *California's Invasion of Privacy Act and Unfair Competition Law*. Meta aurait collecté des données sensibles de patients via les portails des hôpitaux avec son application de *Pixel Tracking*. D'après une enquête de [the Markup](#), cet outil aurait enregistré les informations des patients au moment d'une prise de rendez-vous sur le portail des structures hospitalières. Aucun contrat ne stipule que Meta et les hôpitaux concernés s'étaient mis d'accord sur la collecte de ces données. Meta aurait également violé la législation [HIPAA](#) (Health Insurance Portability and Accountability Act) de 1996, qui établit la protection des données de santé sensibles des patients, même en n'étant pas en tant qu'entreprise couverte par celle-ci.

Brèves

- La *Food and Drugs Administration (FDA)* a [proposé](#) mardi 21 juin une réglementation visant à diminuer le taux de nicotine dans les cigarettes et certains produits tabagiques. Cela viserait à diminuer le taux d'addiction au tabac, notamment chez les jeunes générations.
- Le 17 juin la FDA a [autorisé](#) le vaccin Moderna et Pfizer pour les enfants âgés entre 5 ans et 6 mois.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

Rédacteurs : Pôles Commercial, EDDet, Entreprises et Agriculture

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique Régional de Washington.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

[S'Inscrire](#)